



HAL
open science

Edouard Chennevière : témoignage

Denis Poupardin, Edouard Chennevière

► **To cite this version:**

Denis Poupardin, Edouard Chennevière. Edouard Chennevière : témoignage. Archorales : les métiers de la recherche, témoignages, 4, Editions INRA, 223 p., 2000, Archorales, 2-7380-0920-4. hal-02835310

HAL Id: hal-02835310

<https://hal.inrae.fr/hal-02835310>

Submitted on 7 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



Chennevière Edouard, Bordeaux, le 17 Novembre 1998

E.C. — Je suis né à Paris, en Novembre 1927. Ma famille est originaire de Saint-Ouen-l'Aumône. Certains de mes ancêtres y habitaient déjà au X^{ème} siècle. Cultivaient-ils des champs de chanvre, comme le suggère mon nom de famille ? Je ne saurais l'affirmer.

Mon père, qui était déjà parti sur le front, lors de la première guerre mondiale, a été mobilisé à la poudrière de Toulouse pour faire la seconde. J'ai passé un an et demi dans cette ville, durant l'Occupation. En 1942, ma famille est revenue à Paris. J'ai suivi, jusqu'au brevet, les cours de l'école de La Rochefoucauld-Doudeauville, dans le VII^{ème} arrondissement (non loin du siège social de l'INRA), puis j'ai été envoyé à l'école d'horticulture de Saint-Nicolas d'Igny, qui était tenue aussi par les Frères des écoles chrétiennes.

D.P. — Aviez-vous des attaches avec le monde rural ?

E.C. — Non, Mon père était comptable. Il a travaillé d'abord dans une petite entreprise, à Belleville, puis dans une compagnie d'assurances.

J'ai été orienté vers l'horticulture, probablement en raison des idées pétainistes qui régnaient à cette époque. Le maréchal avait prôné le retour à la terre. Il est possible que les Frères des écoles chrétiennes aient pris son mot d'ordre au sérieux.

Après les trois années passées à Igny, je suis parti en Allemagne faire mon service militaire. A mon retour en France, je suis parti dans le Lot-et-Garonne faire un stage de deux ans et demi, dans un grand verger à Lafitte-sur-Lot, non loin de la Tour de Rance. Le propriétaire de ce verger était un juif qui s'était replié durant la guerre aux États-Unis. Il était revenu en France avec des méthodes modernes d'arboriculture fruitière qui n'avaient plus rien à voir avec les méthodes traditionnelles (arbres en espaliers et contre-espaliers, cordons, etc.). Un des amis qui faisait le même stage que moi m'a signalé la possibilité de compléter ma formation au Centre de recherches de Bordeaux. Jacques Souty, qui était alors Directeur de la Station de Recherches d'arboriculture fruitière et de viticulture et administrateur du Centre de recherches du Sud-Ouest, m'a demandé, entre autres, de former les ouvriers aux nouvelles techniques de culture et de conduite des arbres fruitiers, moins gourmands en personnel et à mise à fruit plus rapide, sur le Domaine de la Grande-Ferrade qui n'avait alors que 25 hectares (agrandi par l'achat d'une vaste parcelle, sa superficie occupe aujourd'hui près de 48 ha). Il m'a également chargé de remplacer, lors de ses absences, le directeur du domaine INRA de la Tour de Rance, à Bourran en Lot-et-Garonne, qui avait été acheté en 1947 pour servir de support à des plantations de pruniers d'Agen.

Après une période d'observation de 9 mois, Monsieur J. Souty m'a proposé de rester définitivement sur place et d'entrer à l'INRA, dans le cadre technique.

D.P. — A quelle époque vous a-t-il recruté ?

E.C. — En 1951. Mon idée à l'époque était de faire de l'arboriculture en Algérie ou au Maroc. Mais me trouvant trop jeune et insuffisamment expérimenté pour diriger un domaine, je me suis résolu à accepter la proposition d'embauche de M. Souty.

J'ai commencé à travailler avec Marcel Thomas, un ingénieur agricole formé au Centre de Versailles qui était arrivé à Bordeaux à la même époque que moi. Originaire de la Moselle, il était intéressé surtout par les mirabelliers et les abricotiers. J'ai fait notamment, avec M. Thomas, un important travail de prospection sur la mirabelle. A plusieurs reprises, en effet, nous sommes allés ensemble en Lorraine pour rechercher les anciennes variétés de mirabelles que les agriculteurs avaient sélectionnées dans

leurs vergers (notamment les variétés de Metz et de Nancy qui étaient les plus intéressantes). C'était bien de l'avoir fait car quelques années plus tard, elles avaient toutes disparu (1). Il avait entrepris à cette fin de réunir l'ensemble des différents types de la population de mirabelles et de sélectionner quelques types caractéristiques de cette population afin d'offrir aux agriculteurs lorrains les clones les plus performants pour servir de base au renouvellement du verger de leur région.

Parallèlement à ce travail d'étude sur la mirabelle, j'ai été chargé durant les mois d'été de fournir des greffons aux pépiniéristes qui avaient passé un accord avec l'INRA pour multiplier un certain nombre de variétés de fruits à noyau. L'INRA certifiant ensuite au moment de la vente, l'authenticité de la variété par un label apposé sur les scions mis en vente (2). La certification devenait effective, si les pépiniéristes acceptaient les contraintes qui leur étaient imposées, notamment un contrôle sur place, en Juillet-Août, des plants issus de greffons distribués l'année précédente. Nous disposions de tables de repérage qui nous permettaient de reconnaître les diverses variétés entre elles, à partir de leur port et de leur feuillage. J'ai effectué ce travail pendant plusieurs années de suite et ai formé à la reconnaissance des variétés les nombreux stagiaires qui venaient travailler aux laboratoires.

Par la suite, j'ai été orienté davantage vers des essais de vergers à l'extérieur. Comme il n'avait pas suffisamment de terrain pour tous ses essais d'arboriculture fruitière, l'INRA s'est mis en rapport avec les Directions des Services Agricoles (DSA) de tous les départements du Sud de la France pour installer chez les arboriculteurs des vergers d'essai. J'ai été chargé de leur mise en place mais aussi des observations diverses qu'il y avait à faire.

D.P. — Comment repérez-vous les agriculteurs à qui vous alliez proposer de mettre en place des essais ?

E.C. — C'étaient les techniciens des DSA avec lesquels nous étions en contact qui nous les signalaient. Aucune convention de part et d'autre n'était alors signée. Nous donnions gratuitement aux agriculteurs des arbres à planter, à charge pour ceux-ci de respecter des protocoles d'essai précis de façon à pouvoir donner lieu ultérieurement à des interprétations statistiques correctes. René Bernhard ayant été nommé à la tête de la Station de recherches fruitières et administrateur du Centre de Bordeaux, m'a demandé de continuer l'étude de la population de la prune d'Ente qu'il avait commencée en 1947 et qu'il poursuivait, parallèlement à des études sur les porte-greffes de fruits à noyau, avec Charles Grasselly. Cette espèce demande à être cuite dans des fours qui ne servent que quelques semaines par an. Il s'agissait de rechercher des variétés nouvelles qui, entre autres critères de sélection (3), fussent plus précoces ou plus tardives pour allonger la période de leur utilisation. Nous avons effectué dans ce but des irradiations (4), ayant toujours pensé que les prunes d'Agen, qui avaient été sélectionnées au cours des siècles par les agriculteurs, avaient résulté de mutations naturelles. Les vergers du Lot-et-Garonne sont aujourd'hui plantés de variétés dont la plupart viennent de la Grande-Ferrade.

D.P. — Passiez-vous finalement plus de temps à l'intérieur ou à l'extérieur de l'INRA ?

E.C. — Cela dépendait des saisons. En hiver, nous faisons à l'INRA beaucoup de choses que nous n'avions pas pu faire en été. Mais, en été, mon technicien et moi étions souvent partis. Nous travaillions beaucoup à la Tour de Rance, notamment au moment des récoltes. Également au printemps où nous faisons des hybridations, en vue d'obtenir par des semis de nouvelles variétés.

D.P. — Pourriez-vous décrire l'état dans lequel se trouvait le domaine agricole de la Grande-Ferrade, à votre arrivée à l'INRA ?

E.C. — La moitié de sa surface était alors plantée en vignes. Il s'agissait d'un cru de Graves rouge, de fort bonne qualité. J'ai eu l'occasion de boire des bouteilles anciennes qui en provenaient. Quand je suis arrivé ici, il y avait encore sur place un charretier, avec son cheval et sa charrue, qui travaillait la vigne. Il existait des motoculteurs mais pas encore de tracteurs. Le domaine devait s'efforcer, par la vente de ses diverses productions, de couvrir ses frais de fonctionnement.

Le domaine de la Grande-Ferrade n'était pas réservé strictement à l'arboriculture fruitière comme il l'est devenu depuis. La moitié de sa surface commençait toutefois à être plantée en arbres fruitiers. Les collections importantes que nous possédions ont permis d'établir des monographies sur des variétés anciennes ou nouvelles de pêches ou de prunes.

Il s'est trouvé que le directeur du domaine agricole de la Grande-Ferrade a été recruté par le CTIFL. Ayant toujours le désir de diriger un domaine agricole, j'ai accepté l'offre qu'on m'a faite de le remplacer. C'est ainsi qu'en 1964, j'ai eu en charge la gestion de trois domaines, rattachés à la station d'arboriculture fruitière : celui de la Grande-Ferrade, celui de l'île d'Arçins (5), et un domaine qui a été vendu depuis et qui se trouvait situé dans les Pyrénées-Atlantiques, non loin d'Orthez, à Baigt-de-Béarn, en bordure du Gave de Pau.

Le domaine de la Grande-Ferrade était toutefois le noyau d'un ensemble foncier plus vaste (plus de 50 ha). Ses terrains, très caillouteux (il s'agit de graves), se prêtaient mal, en effet, aux semis, aux marcottages et bouturages. Aussi fallait-il avoir recours pour installer des pépinières sur une dizaine d'hectares à des terrains plus sablonneux pris en location dans tout le secteur du Pont-de-la-Maye. Le domaine de la Grande-Ferrade était tenu, comme les autres, de couvrir ses frais de fonctionnement par la vente de ses produits. Comme il n'était pas voué seulement à l'arboriculture et qu'il devait se conformer aux exigences de toutes les stations du Centre, il était aidé par l'attribution de crédits supplémentaires. Une équipe de 17 personnes en assurait l'entretien.

D.P. — Pourriez-vous évoquer les rapports que le chef des domaines entretenait avec les stations ?

E.C. — Les directeurs de station ne comprenaient pas toujours les problèmes auxquels nous étions confrontés. J'ai eu, bien sûr, des difficultés avec certains d'entre eux. Mais comme j'avais "fait mes classes" à l'INRA, dans les laboratoires, je connaissais bien leurs façons de raisonner, je connaissais tout le monde sur place. Même s'il y a eu parfois des coups de gueule, parce qu'un arrosage ou un désherbage avait été mal effectué, les choses se sont dans l'ensemble plutôt bien passées.

Les stations nous donnaient les plans de plantations à réaliser et des indications sur les opérations à faire. Il était entendu toutefois que ce n'était pas à nous d'effectuer les observations sur ce domaine, les essais étant très proches en effet des laboratoires.

Des difficultés ont surgi dans les années soixante-dix, quand des restrictions de main-d'œuvre nous ont incités à avoir recours davantage au machinisme. Des crédits ont été octroyés à cette époque pour acheter du plus gros matériel et réduire l'importance du travail manuel. Une des tâches très astreignante à laquelle nous étions tenus (6) était l'arrosage. Nous disposions d'un puits qui donnait toujours, au bas mot, 50 m³ / heure. Mais si nous avions de l'eau en suffisance, encore fallait-il arriver à la distribuer facilement et en temps utile. Pour résoudre ce problème, nous avons eu recours très tôt au système de distribution goutte-à-goutte qu'avaient mis au point les Israéliens. Les installations commandées électriquement avec des horloges automatiques, n'étaient, sans doute, pas aussi sophistiquées qu'elles le sont maintenant, ne disposant pas de toutes les connaissances que l'on a acquises depuis en hydraulique. Mais elles nous ont aidés à économiser beaucoup de main-d'œuvre. Il faut dire que pendant les trois mois de l'été, nous avions 4 ou 5 personnes dont le seul travail était nuit et jour d'arroser. Alors qu'aujourd'hui, une personne à mi-temps suffit à suivre la bonne marche de toutes les installations. De gros investissements ont été effectués ainsi pour améliorer l'arrosage des diverses parcelles. Les crédits dépensés à cette fin ont été, je pense, bien utilisés.

Nous entretenions, à cette époque, des rapports étroits avec les divers laboratoires de la Station de recherches fruitières et nous étions appelés à donner des coups de main à l'un ou à l'autre, quand il y avait une grosse récolte à faire, des mesures ou des pesées à effectuer. Nous n'étions pas murés dans une tour d'ivoire. Le groupe Arboriculture / Domaines était à cette époque la plus grosse unité du Centre et les relations entre les chercheurs et les techniciens ouvriers étaient excellentes : il y avait une solidarité entre les personnels que l'on ne retrouve plus aujourd'hui. De plus, la majorité des agents étaient là par vocation, ce qui n'est malheureusement plus le cas !

Pendant toute la période entre mon entrée à l'INRA et ma désignation à la direction des Domaines expérimentaux, j'ai travaillé également sur l'architecture des arbres, rejoint par la suite par Jean-Pierre Persais, presque exclusivement sur la conduite du pêcher, cerisier et prunier. Nous procédions aussi à des essais de taille chez les arboriculteurs. Comme nous ne souhaitions pas leur imposer de systè-

me a priori, nous avons réussi à associer à notre travail ceux qui avaient des pratiques de taille originales et ainsi à comparer leurs méthodes entre elles, au vu des résultats obtenus. Les mesures de circonférence de tronc que nous effectuions chaque hiver, ainsi que les pesées de récolte et de bois de taille, nous permettaient d'étudier les effets que les tailles avaient eus sur la croissance.

Ceci nous a permis de concevoir des méthodes de taille fruitière, faciles à appliquer par les personnels de terrain, tout en ayant un rendement optimum de production. Ce travail, qui a demandé beaucoup de temps et de persévérance, a toujours été accompagné par des clichés photographiques, réalisés par Pierre Legrux, photographe de la Station. En effet, chaque méthode de conduite a été photographiée sur de nombreux arbres, sous un même angle, pendant 6 à 9 ans. Par la suite, ces photos ont été rassemblées dans des classeurs et pourraient être utilisées avec profit par les jeunes chercheurs dans leurs travaux sur la modélisation.

D.P. — Que faisiez-vous des fruits qui étaient récoltés dans les domaines ?

E.C. — Le personnel de la Grande-Ferrade, aidé par de la main d'œuvre temporaire, avait à récolter les fruits produits dans ses diverses parcelles et ceux de l'île d'Arçins. Les fruits de ce domaine, qui avait plus de 25 ha, étaient amenés à la Grande-Ferrade pour être conditionnés de la même façon que le faisaient les arboriculteurs privés ou les coopératives. Ce travail important permettait de les vendre à la clientèle attirée dont nous disposions sur place, à savoir nos collègues des laboratoires. Nous trouvions les acheteurs qui nous manquaient (7) au Marché d'intérêt national de Bordeaux et aux Capucins, un ancien marché du centre de cette ville. Nous avons aussi des commerçants qui nous prenaient des quantités importantes. Les difficultés de commercialisation qui se posaient à nous étaient liées évidemment au caractère périssable de la plupart de nos denrées (noix, noisettes, kiwis et pommes exclues). Les fruits frais ne peuvent se conserver, en effet, au-delà de trois jours. Les laboratoires nous donnaient des indications sur le meilleur moment pour effectuer les cueillettes. Nous étions invités à compter le nombre des fruits et à les peser. Conditionnés, ceux-ci devaient être expédiés le soir même pour pouvoir être revendus le lendemain matin au client final. Il y avait de ce fait des dépassements d'horaire souvent importants. Nos fruits étaient très appréciés dans la mesure où ils étaient récoltés mûrs, mais il fallait évidemment aller toujours très vite ! J'ai eu souvent des problèmes avec les acheteurs qui auraient préféré disposer de fruits moins mûrs mais se conservant un peu plus longtemps pour diminuer le volume des pertes, notamment en matière de pêches.

D.P. — Vous avez parlé des missions qui étaient assignées au domaine de la Grande-Ferrade et des activités de son personnel. Pourriez-vous évoquer les recherches qui avaient lieu à l'île d'Arçins et les difficultés qu'elles posaient ?

E.C. — L'île d'Arçins est un domaine de l'INRA, qui avait été acquis dans les années cinquante pour y installer des essais qui ne pouvaient être effectués à la Grande-Ferrade, en raison de la nature graveleuse et de l'hétérogénéité de ses sols. Comme l'INRA avait décidé de regrouper sur le domaine de Manduel ses essais sur l'abricotier et l'amandier, l'île d'Arçins a été requise pendant un temps pour effectuer les plantations qui s'avéraient nécessaires. Ce domaine, effilé à ses deux extrémités et situé au milieu de la Garonne à quelques encablures de Bordeaux, a la forme d'un bateau. Chaque jour, au rythme des marées, le niveau de l'eau monte et descend de près de 5 m. Pour accéder dans le domaine et pour en sortir à tout moment, il a fallu se doter d'un certain nombre d'appareils et réaliser des équipements d'appontage importants (notamment un quai de déchargement pour y acheminer des moissonneuses-batteuses, des tracteurs, des camions). C'est ainsi que des slips ont été construits afin de faire descendre sur des rails au niveau du fleuve des chariots (mus par des treuils électriques) sur lesquels était posé le bac de transport du matériel qui reliait l'île à la terre. La traversée du fleuve s'effectuait à l'aide d'une grosse vedette qui pouvait transporter, à chaque voyage, une douzaine de personnes. Nous en sommes à ce jour à notre troisième bateau. Les embarcations insubmersibles doivent être construites selon un plan spécial. Elles doivent pouvoir transporter, en effet, en plus du personnel, des marchandises de faible volume (souvent des échantillons). Le moteur est à l'avant du bateau, l'arrière étant dégagé et pourvu de bancs. Le bateau est soumis évidemment à la réglementation fluviale : il doit être notamment agréé tous les ans.

Au moment des hautes eaux, le sol de l'île d'Arçins se trouve en dessous du niveau de l'eau. Tout autour ont été élevées des digues de terre enherbées de 4 à 5 m de haut et ayant une dizaine de mètres d'épaisseur à la base. Le domaine a été nivelé de façon à former un petit cône longitudinal sillonné de canaux de drainage. Le long des digues, un fossé recueille les eaux de pluie et les eaux de l'extérieur qui se sont introduites par les trous des rongeurs (ragondins). A chaque extrémité de l'île, dans les parties les plus basses, ont été installés de gros clapets de 50 cm de diamètre qui se ferment automatiquement au moment où monte le niveau des eaux du fleuve et qui s'ouvrent quand les eaux du fleuve viennent à se retirer. Des pompes de 150 m³/heure viennent renforcer encore l'efficacité de ce dispositif. En cas de crues ou de fortes précipitations, l'eau peut passer par-dessus les digues. Comme celles-ci sont enherbées, les brèches et les griffes d'érosion restent heureusement d'ampleur limitée. De petits clapets installés à mi-hauteur des digues permettent, par ailleurs d'évacuer assez rapidement l'eau qui s'accumule dans les fossés, alors même que les gros clapets ne peuvent entrer en action. C'est indispensable car les pêcheurs, les amandiers et l'ensemble des espèces fruitières ne supportent guère l'été les humidités permanentes qui provoquent l'asphyxie racinaire.

Les alluvions profondes de l'île d'Arçins (5 à 6 m environ) qui reposent sur un lit de graves favorisent le drainage des terrains, sitôt que les eaux redescendent dans le fleuve. Elles réclament, par ailleurs, des arrosages moins abondants que les sols de la Grande-Ferrade. Il a fallu malgré tout mettre en place un système d'arrosage automatique pour effectuer les arrosages en période de forte chaleur et de sécheresse.

D.P. — L'absence de déclivité du terrain interdisait-elle l'emploi du goutte-à-goutte ?

E.C. — Non, elle ne gêne pas. Mais nous avons eu recours sur l'île à des microarroseurs car la forte capacité de rétention des sols n'oblige pas à arroser tous les jours, comme à la Grande-Ferrade. Les installations d'arrosage y ont été toutefois moins importantes parce qu'il était inutile d'arroser tout à la fois. On a creusé des puits, mais ceux-ci ayant tendance à s'ensabler, il s'est trouvé qu'à plusieurs reprises des pompes immergées ont été détériorées. On s'est donc résolu à utiliser des pompes pour prélever de l'eau directement dans la Garonne. Mais l'eau de la Garonne, très chargée en limons, bouchant les arroseurs, il a fallu installer trois bassins de décantation successifs. Un système de filtre à sable et à tamis, placé sur le troisième bassin, permet d'obtenir de l'eau très pure. Aspirés dans le premier bassin par une pompe importante, les limons sont rejetés dans la Garonne pour éviter qu'il ne se comble et soit totalement rempli (8).

Le domaine de l'île d'Arçins avait été choisi parce qu'il était proche de Bordeaux mais aussi parce que ses sols d'alluvions argilo-limoneuses, homogènes et faciles à travailler (9), permettaient de faire des essais de porte-greffe pour toutes les espèces de fruits à noyau et à pépins. Cette homogénéité permettait de planter des essais en carrés latins ou en blocs, avec peu de répétitions et des parcelles élémentaires d'un arbre, ce qui limitait les surfaces engagées par vergers. Autres points importants pour le choix de ce domaine : le microclimat qui y régnait (peu ou pas de gelées de printemps, pas de grêle, climat très chaud en été à l'abri du vent (10)), isolement favorable au test de résistance à l'asphyxie racinaire des variétés fruitières protégées ou à l'étude.

C'est au domaine d'Arçins qu'ont été faites toutes les recherches sur les noisetiers et qu'ont débuté celles sur le noyer (11). C'est là où l'on peut admirer encore toutes nos plantations d'actinidias (kiwis) et de nashi.

D.P. — Avez-vous été le premier à l'INRA à avoir en charge ce domaine ?

E.C. — Non, mais je travaillais déjà au Centre quand le domaine a été acheté. Mon prédécesseur a été Jacques Thivend qui a pris par la suite la direction du CTIFL. Quand il est rentré du Maroc, il a été recruté comme directeur des domaines de la Grande-Ferrade et de l'île d'Arçins. Il a été le premier à mettre en culture ce domaine de l'île d'Arçins. A l'époque, il y avait des pommiers, beaucoup d'artichauts. L'île d'Arçins était, à l'origine, une ferme viticole. A la place des gros bâtiments vétustes qui existaient alors, on en a construit de plus modernes. Comme l'île d'Arçins faisait presque 2 km de long (sur 200 m de large seulement) et que les bâtiments étaient situés au milieu, les anciens propriétaires avaient construit une petite voie ferrée pour faire circuler des wagonnets. Toutes les récoltes étaient ramenées

en wagonnets à la ferme. Nous avons enlevé les voies qui avaient été construites parce qu'elles se sont révélées à la longue plus gênantes qu'utiles. Il y avait 10 personnes qui travaillaient sur le domaine de l'île d'Arçins. Se surajoutait au travail de mise en valeur tout le travail d'entretien et de fauchage des digues. Des appareils assez semblables à ceux utilisés pour nettoyer les abords des routes ont permis plus tard de réduire l'importance du personnel. Les ouvriers qui travaillaient à l'île d'Arçins n'étaient pratiquement que des anciens agriculteurs des domaines viticoles des alentours. Comme les salaires offerts par l'INRA étaient un peu supérieurs à ceux qu'offraient les viticulteurs privés, c'était à lui qu'ils proposaient leurs services. Ils restaient ouvriers agricoles à cette époque, sans pouvoir bénéficier toutefois des avantages du statut de fonctionnaire. Par la suite, en 1975, l'ensemble du personnel agricole fut contractualisé et inclus dans le cadre technique.

D.P. — Quel était le troisième domaine qui vous avait été confié ?

E.C. — Il s'agissait du domaine de Régis qui avait 25 ha environ (dont 5 ha en location) et était situé en partie en coteau dans la vallée du gave de Pau, non loin d'Orthez et de Puyoo. Des terrains sablonneux descendant jusqu'au gave permettaient d'effectuer là des multiplications.

Ce domaine dépendait, comme celui de la Grande Ferrade et de l'île d'Arçins, de la station d'arboriculture fruitière. Le domaine qui avait été offert à l'INRA par un groupement d'arboriculteurs de la vallée de l'Adour, rassemblait des vergers d'essais de porte-greffes de pommiers, également vergers de pommiers pour des études de maladies de dégénérescence, des collections de poiriers en liaison avec le Centre d'Angers, des plantations de noisetiers ainsi que des vergers porte-semences de Saint-Julien (Porte-greffe du pêcher pour terrains lourds) et de GF 305-1 (porte-greffes de pêchers pour terrains légers, non asphyxiants), des pépinières de multiplication, enfin une parcelle de vigne pour l'étude par Pierre-Marcel Durquety de cépages Gros Menseing - Petit Menseing - Courbu pour les vignobles Basco-Béarnais de l'Irouleguy et Jurançon.

Une fois par an, nous nous réunissions avec les représentants des divers laboratoires et discussions de l'implantation des vergers. Les directeurs des divers domaines (Manduel, la Tour de Rance, Régis, Grand Parc, l'île d'Arçins, la grande Ferrade, etc.) indiquaient alors les possibilités de plantation qui étaient les leurs. On décidait alors des plantations qui seraient faites dans chacun d'eux. Il fallait tenir compte bien sûr des terrains disponibles mais aussi de la main d'œuvre nécessaire pour assurer la maintenance des vergers. Il fallait veiller tout à la fois à ce que certains domaines ne soient pas plantés avec un trop grand nombre d'essais, mais harmoniser les plantations entre tous. En effet, il est essentiel de laisser après arrachage d'un verger, une jachère ou mieux d'établir des cultures d'homogénéisation (engrais vert ou céréales) avant toute replantation et ce, dans une proportion de 30 % de la SAU. Ce qui, par manque de terrains, était souvent difficile à obtenir.

Étant responsable de trois domaines, je m'arrangeais pour effectuer des multiplications dans les trois en m'efforçant d'obtenir un certain équilibre au niveau du personnel. Nos greffeurs étaient quasiment tous originaires de la Grande-Ferrade. On les envoyait au domaine de Régis pendant quelques jours quand il y avait des greffages à effectuer. Les déplacements à l'île d'Arçins étaient plus faciles à organiser dans la mesure où ils éloignaient moins longtemps les ouvriers de leur domicile. Les ouvriers sur place savaient également greffer, mais ils étaient moins spécialisés en ce domaine que ceux de la Grande-Ferrade. Dans les Basses-Pyrénées, les cultivateurs produisaient surtout du maïs, obtenant souvent des rendements dépassant la centaine de quintaux. Cette culture dans le domaine de Régis procurait des rentrées d'argent substantielles.

Les points de vue des responsables de domaines ne concordaient pas toujours avec ceux des directeurs de laboratoire. Ceux-ci auraient voulu que nous arrachions au plus vite des vergers, parvenus en fin d'étude, pour replanter plus rapidement. Mais les directeurs de domaine trouvaient absurde de les arracher, au moment même où, entrant en pleine production, ils étaient le plus susceptibles de rapporter de l'argent. Il faut reconnaître que "c'était un peu la bagarre" et que "nous filoutions un peu" pour garder plus longtemps certains vergers en fin d'essai et équilibrer ainsi nos finances. Les rapports que nous avions avec les uns et les autres restaient heureusement cordiaux !

D.P. — Le domaine était-il "payé" pour les essais qu'il mettait en place à la demande d'un laboratoire ?

E.C. — Non, un tel système n'existait pas. La station mère jouait un rôle régulateur. Le domaine de Bourran, à la Tour de Rance, a souffert du gel, à plusieurs reprises. Or il récoltait, en moyenne, 50 tonnes de prunes tous les ans, destinées à la production de pruneaux. A plusieurs reprises, la station d'arboriculture a aidé à financer les déficits d'un domaine. Cet ajustement n'était pas effectué, en effet, par le département.

D.P. — **Le fait que tous les domaines dont vous avez parlé dépendent administrativement du même département (génétique et amélioration des plantes) devait quand même faciliter leur gestion !**

E.C. — Oui, bien sûr. A l'époque, nous étions un peu plus libre pour l'utilisation de nos crédits qu'avec les systèmes de comptabilité actuels ! Nous étions parfois jalouxés quand nous avions des rentrées d'argent importantes, car les laboratoires nous reprochaient alors de "faire de l'argent sur leur dos", au lieu de travailler sur leurs essais. Mais ils ne se rendaient pas toujours compte, lorsqu'ils réclamaient des désherbages plus intensifs, qu'il fallait acheter des produits chimiques coûteux. Ils ne se préoccupaient guère, en effet, de savoir, si en fin d'année nous n'avions pas dû nous endetter.

Dans chaque domaine, nous avions un budget à équilibrer. Mais en agriculture, il faut compter avec les aléas : il était possible, par exemple, de faire une année 300 000 F et l'année suivante 100 000 F seulement ! Nous avons été obligés de faire parfois certaines entorses aux règles administratives. Ainsi, sur le domaine de Régis, nous avions du maïs. Notre acheteur était un négociant qui nous vendait des engrais. Certaines années, j'ai stocké chez lui du maïs dont il ne me payait le prix en engrais que l'année suivante. C'étaient de tels subterfuges qui nous aidaient à équilibrer notre trésorerie ! Les stocks que possèdent les Domaines viticoles sont utilisés souvent de la même façon. Idem pour les récoltes de prunes d'Agen : les pruneaux qui sont stockés peuvent être vendus sur l'exercice budgétaire de l'année suivante, de même que le vin. Les pêches ou les prunes n'offrent évidemment pas les mêmes facilités.

D.P. — **Existait-il un système qui permettait de "responsabiliser" les labos et d'éviter de leur part des demandes excessives ?**

E.C. — Non, le directeur de la station était au courant de ce que nous faisons. Les gens dans les labos qui connaissaient bien les problèmes de l'agriculture se rendaient bien compte mais beaucoup d'entre eux ne voulaient pas s'en soucier. La gestion ne les intéressait pas. Ils auraient demandé un microscope alors qu'il n'y avait plus un sou dans la caisse !

Le domaine de Régis qui était en coteau a été planté, dans sa partie supérieure, de pommiers et de noisetiers. Nous avons également installé deux vergers pour la production de semences. La station avait sélectionné une variété de pêche, le S-305-1, qui provenait d'un semis de pêche blanche de Montreuil. Les semences de cette variété donnaient des porte-greffes homogènes. Ce verger nous rapportait de l'argent, la production de semences étant commercialisée. Nous avons également un verger de Saint-Julien dont les semences, après semis, donnaient des porte-greffes homogènes et compatibles avec le pêcher. Ce verger, qui avait son équivalent à l'île d'Arçins, ne nous demandait pas trop de soins. Il avait, en outre, l'avantage de nous procurer des rentrées d'argent substantielles pour faire tourner le domaine.

Après la décision du Département de Génétique et d'Amélioration des plantes de procéder, en vue d'économies, à un regroupement des domaines de la Station de recherches fruitières et la création d'un Domaine plus vaste aux portes de Bordeaux (celui des Jarres à Toulence), l'INRA s'est résolu à vendre le domaine de Régis qui était le plus excentré. Le personnel comprenait un chef d'équipe, arrivé à un an de la retraite, et quatre techniciens, ainsi que plusieurs agents temporaires (presque permanents), mais payés sur le budget du Domaine. Le personnel permanent, issu du milieu béarnais et habitant non loin du Domaine, ne souhaitait pas venir travailler sur le Centre de Bordeaux. Pour éviter tout licenciement, il a été décidé de chercher des possibilités d'embauche dans le canton et si possible, sur la commune même de Baigt-de-Béarn. Étant en contact avec nos voisins, et connaissant personnellement M. Ourdebaigt, le directeur d'une institution d'enfants handicapés, l'ADAPI, qui faisait de l'élevage de canards gras et qui me demandait d'embaucher des jeunes pour participer au ramassage des noisettes, celui-ci s'est porté acquéreur du domaine avec sa belle maison béarnaise à deux étages. Il

souhaitait y loger des jeunes handicapés qui seraient libres de travailler sur le domaine dans la journée et de sortir le soir, s'ils le voulaient. N'ayant que peu de crédits disponibles, nous nous sommes arrangés avec lui pour que les quatre techniciens, qui y travaillaient (12) et qui étaient inquiets pour leur avenir, puissent être réemployés sur place, comme éducateurs. L'un a préféré toutefois se reclasser dans une pépinière. Si la reconversion du personnel INRA a pu s'effectuer dans des conditions intéressantes (13), le domaine expérimental de Régis s'est trouvé coupé depuis par le passage de l'autoroute qui va de Bayonne à Toulouse.

D.P. — L'INRA envisage, l'année prochaine, de se défaire du domaine qu'il possédait à l'île d'Arcins. La reconversion du personnel se présente-t-elle sous d'aussi bons auspices ?

E.C. — Le personnel est déjà en train de demander des mutations quand certaines sont offertes et je pense que les choses se passeront bien pour tous. A l'époque, le système des mutations n'existait pas à l'INRA comme de nos jours et j'ai l'impression que les mesures qui ont été prises en ce domaine sont de nature à bien améliorer les choses !

D.P. — En quoi la création du CTIFL a-t-elle modifié votre travail ?

E.C. — Elle n'a pas eu de conséquences directes. L'ancien directeur des domaines qui travaillait à la Grande-Ferrade est entré au CTIFL et a créé deux grosses installations nouvelles, l'une près de Bergerac, l'autre à Bellegarde, près de Nîmes. Le CTIFL a repris progressivement ce que nous faisons à l'époque du point de vue contrôle des pépinières et distribution de greffons. Cela m'a libéré et permis de faire autre chose.

D.P. — Comment le métier que vous avez exercé dans votre vie professionnelle a-t-il évolué au fil des années ?

E.C. — Comme je l'ai dit, mon idée en quittant la région parisienne était de diriger un domaine arboricole. Mes parents n'ayant pas les moyens de m'en donner un, je suis parti en Lot-et-Garonne effectuer un stage dans des vergers de production. J'ai eu plaisir à me sentir proche des activités scientifiques, mais pour moi, la gestion de domaines était vraiment ce qui m'intéressait. C'est cette activité à laquelle je me suis consacré pendant plus de 25 ans. Je dois dire pourtant que j'aurais préféré parfois travailler dans un domaine privé.

Il y avait toutes ces contraintes administratives, ce budget annuel qui ne correspondait à rien quand le montant des recettes était exposé à des fluctuations aussi fortes. Si j'avais été dans un domaine privé, j'aurais pu placer de l'argent au moment opportun, acheter du matériel si une occasion intéressante s'était présentée, cultiver des variétés plus productives, organiser un système de ventes plus rémunérateur. Je n'aurais certainement pas fait des ventes à la sauvette comme on le faisait ici. Il est vrai que j'ai joui en contrepartie de plus de tranquillité.

J'ai essayé dans mon travail de faire le mieux possible. Avoir un budget plus important grâce à des ventes réussies permet d'améliorer les conditions de travail de chacun. Chaque fois que l'on parvient à acheter un tracteur ou une charrue, on a le sentiment d'acquérir des matériels qui font du meilleur travail, qui économisent les efforts des uns et des autres et améliorent d'autant la conduite des essais expérimentaux.

D.P. — Quand vous aviez de nouveaux matériels à acheter, qui prenait la décision de les acquérir ?

E.C. — C'était à nous de la prendre. En réalité, à nous d'en faire la demande ! Ce problème, d'autant plus important qu'il portait sur de grosses sommes, a toujours été délicat à régler. Pendant mon passage à l'INRA, j'ai assisté à la succession de trois systèmes différents :

1- A mon arrivée et pendant la dizaine d'années qui a suivi, Marc Ridet, qui avait la responsabilité financière de ce secteur, accordait des crédits en fonction de l'amortissement sur cinq ans du maté-

riel, c'est-à-dire 20 % de la valeur de tout le matériel agricole présent sur l'exploitation (14). Système relativement injuste puisque les unités, qui étaient déjà bien équipées, pouvaient disposer de crédits substantiels, alors que celles qui n'avaient acquis, pour diverses raisons, que peu de matériels depuis leur création, se voyaient dès lors moins bien pourvues. C'étaient le cas notamment des domaines forestiers, comme celui de Pierroton qui, peu équipés, ne recevaient pratiquement rien. Par contre, il y avait des domaines qui se trouvaient suréquipés, certains d'entre eux ayant même quasiment un tracteur par outil.

2- A la suite d'un accord entre le Président-Directeur général et un petit groupe de directeurs de Domaine (15), il a été décidé un recensement général de tous les matériels dans chaque domaine. A la suite de cette "Opération-Vérité", il a été alloué pendant plusieurs années des crédits importants, qui ont été affectés à la modernisation du matériel et, en premier lieu, à l'acquisition de tracteurs pour remplacer ceux qui étaient trop anciens ou trop onéreux à réparer et équiper les unités expérimentales qui en avaient réellement besoin.

3- Enfin, à la suite de cette remise à jour, il a été décidé que chaque unité devrait apporter environ les trois quarts de la somme pour l'achat de matériel, le reste étant financé par le fonds spécial institué pour les Domaines. (ce qui, à terme, risque d'être un handicap pour les unités peu fortunées). Mais quel que soit le système, les directeurs d'unité ont toujours eu la libre décision sur le choix des matériels.

D.P. — Comment s'est déroulée votre carrière à l'INRA ? A quel grade avez-vous été recruté ?

E.C. — Je suis entré à l'INRA, en 1951, comme agent technique. Tous les deux ou trois ans, j'ai changé d'échelon. J'ai passé un concours pour devenir ingénieur d'études. C'est à ce grade que j'ai terminé ma carrière. Les avancements dont j'ai bénéficié n'ont pas été très rapides mais ils ont été réguliers.

D.P. — Avez-vous eu l'occasion de vous rendre dans d'autres domaines et de comparer vos conditions de travail et de rémunération avec celles d'autres collègues ?

E.C. — Oui, bien sûr. Mais si les différences de traitement s'expliquaient en partie par la valeur intrinsèque des agents, elles tenaient encore à la station dans laquelle ils étaient affectés. Dans le Centre, les avancements étaient discutés au niveau des chefs de service. Mais, à côté de grosses stations comme la station d'arboriculture qui avait une centaine de personnes, il y en avait de plus petites, ne comportant qu'un ou deux scientifiques avec quelques techniciens. Il est facile de constater que la progression des agents de la station d'arboriculture était beaucoup plus lente que celle des agents des petites stations. Quand il y avait entre les chefs de service des discussions sur les avancements à accorder, celui qui avait beaucoup d'agents sous ses ordres était toujours en train de réclamer, suscitant les soupçons des autres de vouloir toujours tout accaparer. Les petites stations en profitaient pour accorder souvent à leurs agents techniques des avantages plus conséquents. J'ai eu maintes fois l'occasion d'observer de telles distorsions.

D.P. — Pensez-vous que ce soient de telles considérations qui aient joué dans la création de la station d'agronomie ou dans le désir d'individualisation d'autres stations ?

E.C. — Je ne le pense pas vraiment. Quand je suis arrivé au Centre de Bordeaux, il existait une station de pathologie, une station de zoologie et une station d'arboriculture qui regroupait les aspects arboriculture, viticulture, œnologie et agronomie. Mais les chercheurs qui travaillaient en viticulture ont cherché, à prendre leur autonomie dans l'espoir de se développer plus facilement. Curieusement, c'est le cheminement inverse auquel on assiste aujourd'hui. La station d'arboriculture est revenue, en effet, à son point de départ, avec la création de l'UREFV (Unité de Recherches sur les Espèces Fruitières et la Vigne).

D.P. — Quels sont les moments les plus forts de votre carrière, ceux dont vous gardez le meilleur souvenir ?

E.C. — Je ne saurais trop le dire. Il y a eu des moments où les choses n'allaient pas vite et où j'étais assez surpris de la façon dont nous étions traités. On m'a proposé à plusieurs reprises d'aller travailler dans des pépinières privées où les salaires étaient beaucoup plus élevés. Mais j'ai toujours voulu rester avec mon patron que j'estimais. M. Bernhard laissait, en effet, à son personnel une très grande liberté et acceptait volontiers de déléguer, ce que j'ai toujours bien apprécié. J'ai essayé, de mon côté de laisser s'extérioriser les gens qui étaient sous mes ordres.

Ma nomination à la direction de trois domaines expérimentaux d'une superficie d'une centaine d'hectares a correspondu au souhait que j'avais formulé à la fin de mes études. J'ai été très heureux également d'avoir eu en charge le réseau de vergers expérimentaux destinés à y faire des observations dans le Sud-ouest et le Sud-est et de participer à l'étude de la population de Prunes d'Agen (aspects génétiques et technologiques) et à celle des hybrides obtenus (étude reprise par la suite par René Renaud). Dans les Domaines dont j'ai eu la charge, j'ai été confronté à des problèmes difficiles parfois à régler. Les agents techniques déploraient de ne pas avoir assez de responsabilités dans leur travail. Ce n'était pas facile dans un Domaine, dans la mesure où les travaux étaient largement communs. Pour accéder quand même à leurs désirs, j'ai donné à chaque agent la responsabilité d'une espèce (A l'île d'Arçins, il y en avait plus de dix représentées). Lorsqu'il y avait à faire un travail dans le verger d'une certaine espèce, c'était celui qui en avait la responsabilité qui était choisi en priorité pour l'accomplir. Au moment des récoltes, il devenait le chef d'équipe qui commandait au personnel temporaire. Quand je décidais qu'il fallait effectuer certains travaux, c'était lui qui en avait la responsabilité, avec la petite équipe qui était mise à sa disposition. Ce système a été, je crois, très apprécié.

Quand les agents des laboratoires se rendaient sur place pour faire des observations, je leur disais toujours d'emmener avec eux le responsable de l'espèce, de lui indiquer ce qui les intéressait, de recueillir son avis et de voir comment travailler ensemble. Par exemple, les problèmes d'irrigation qui sont assez complexes, particulièrement dans un domaine ayant de nombreuses espèces d'âge différent, nécessitaient un plan précis. L'agent chargé de cette tâche, tout en respectant les consignes qui lui étaient données, devait faire preuve d'initiative, compte tenu des différents facteurs qui pouvaient intervenir. Cette "responsabilisation" du personnel et les initiatives que l'on demandait aux agents, contrairement à ce qui se passait précédemment, étaient un facteur de motivation dans un travail de groupe où l'initiative individuelle n'avait jamais été jusque-là trop encouragée.

D.P. — **Teniez-vous un livre journal pour suivre régulièrement la mise en place des essais dans les domaines ? Si oui que sont devenus ceux que vous avez remplis ?**

E.C. — Ils ont été jetés ! Dans chaque domaine, le chef de culture inscrivait, chaque matin, dans un cahier, les tâches diverses qu'il confiait à son personnel et les parcelles de terrain dans lesquelles il devait travailler. Quand j'arrivais au bureau, il fallait que le cahier soit rempli !

D.P. — **Je pensais que ces recueils de travaux journaliers auraient pu être utiles à qui aurait voulu retracer l'histoire des essais dans les différents domaines ?**

E.C. — Oui, bien sûr. Mais il m'arrive de revoir des collègues et d'évoquer les moments un peu bizarres que nous avons vécus ensemble. Un de mes anciens chefs d'équipe de l'île d'Arçins, qui vient de décéder, me rappelait l'époque où l'on avait fait faire le bac. Je ne travaillais pas sur le domaine à cette époque. Il a été commandé aux chantiers de Bordeaux-Nord un bac de grande taille pour transporter le matériel et les récoltes. Quand il a été construit, il a fallu le remorquer jusqu'à l'île avec notre vedette. Le passage sous le pont de pierre n'a pas été facile. Tous les agents du domaine avaient amené de quoi manger et boire. Robert Duthil, le secrétaire général de l'époque, était monté, lui aussi, sur le bateau et tous avaient fait la fête pour arriver à bon port. C'était un événement qui les avait fortement marqués (16).

D.P. — **Y avait-il dans les domaines des activités festives qui venaient interrompre le train-train habituel ?**

E.C. — Dans les domaines, les ouvriers faisaient "la gerbaude" pour marquer la fin des vendanges ou la fin de la récolte des fruits. Il y avait alors un repas qui était organisé avec tous les gens du domaine, on faisait cuire de la viande qu'on dégustait ensemble accompagnée de bons vins. Cela se fait encore dans les domaines et même dans certaines stations.

D.P. — **Vous avez évoqué surtout les aspects exaltants de votre métier. Avez-vous connu durant votre carrière des déconvenues dont vous voudriez parler ?**

E.C. — Il y en a eu, bien sûr, mais elles sont passées et je ne veux plus me souvenir que des moments intéressants. La France avait aidé à construire une faculté d'agronomie, à Tabriz, dans le Nord de l'Iran. Avant de prendre le domaine, on m'avait demandé d'y donner des cours d'arboriculture. C'est ainsi que je suis parti et y ait séjourné pendant plusieurs mois.

J'ai été envoyé également contrôler des pépinières, juste avant la guerre d'Algérie. Je me souviens d'un gros pépiniériste de Boufarik, qui possédait une grosse voiture américaine et avec lequel nous devions aller à Orléansville. Devant les craintes d'attentat que j'exprimais, il m'a demandé de regarder sous le siège : il y avait là deux mitrailleuses. Je me suis dit que ça promettait ! Le lendemain matin, j'ai ressenti une impression assez désagréable. J'étais assis à la table d'un café. Soudain sont passés devant le café des gamins qui allaient à l'école. S'arrêtant, ils ont donné des coups à la vitre. Immédiatement, la patronne s'en est pris au sans-gêne des Arabes. En découvrant la réaction hostile des Pieds-noirs, j'ai mieux compris la haine qu'ils pouvaient susciter contre eux. J'ai eu l'occasion de faire d'autres missions dont une plus récemment en Calabre, concernant aussi les pépinières.

D.P. — **Quand vous êtes entré en fonction, vous avez dit qu'il restait encore à la Grande-Ferrade un vignoble. A côté de l'arboriculture avez-vous été conduit à vous occuper aussi de viticulture ?**

E.C. — Le vignoble qui existait a disparu très vite pour être remplacé par des arbres fruitiers (17). En réalité, si je m'y connais assez bien en vin, j'ignore tout de la vigne, même si à Régis, nous avons bien un petit vignoble qui nous servait à sélectionner des variétés de petit et de gros menseing. Il permettait de fabriquer du rosé de Béarn, mais qui ne dépassait guère 9°. Heureusement, la coopérative qui acceptait de prendre notre raisin avait la possibilité de le mélanger avec la production de viticulteurs réalisant un degré plus élevé.

D.P. — **Avez-vous milité dans un syndicat ?**

E.C. — Non, parce que je suis hostile aux grèves dans la fonction publique qui ne servent souvent à ceux qui les font qu'à se balader. J'étais en contact dans les domaines avec les agents les plus mal payés à l'INRA, mais rares étaient ceux qui y étaient favorables ! C'est la raison pour laquelle je n'ai pas souhaité me mettre en grève, en mai 1968. Il existait des AG sans arrêt au cours desquelles tout le monde pérorait et réclamait des avantages inconsidérés. Avec quelques collègues d'ici, techniciens et ingénieurs, nous avons continué à monter sur les tracteurs pour "faire tourner" les domaines. Dans un organisme comme l'INRA qui donnait quand même beaucoup d'avantages à son personnel, il m'apparaissait "indécemment", en effet, de cesser le travail, au risque de perdre les récoltes et plusieurs années de travaux de recherches.

D.P. — **N'avez-vous pas contribué à l'animation du Centre en organisant pendant quelques années des rallyes automobiles ?**

E.C. — Effectivement, tous les ans j'organisais avec quelques collègues de l'Amicale (18) un rallye touristique sur deux jours. 100 à 120 agents du Centre y participaient régulièrement. On s'arrangeait pour mettre 3 ou 4 personnes par voiture. Le premier soir se finissait généralement par un "gueuleton", une soirée costumée et un bal. Le lendemain les voitures repartaient pour aller un peu plus loin. Je me débrouillais pour que l'arrivée ait lieu dans des domaines de l'INRA ou dans ceux des Chambres

d'Agriculture dans lesquels je faisais des essais. On procédait alors au classement et à la distribution des prix.

Nous avons essayé de renouer dernièrement avec cette tradition qui s'est poursuivie pendant plusieurs années et a permis aux participants de visiter de nombreuses régions du Sud-Ouest, mais beaucoup hésitent aujourd'hui à partir au-delà de la journée, ce qui empêche évidemment de découvrir des parcours touristiques et des sites et monuments dignes d'intérêt. Peut-être les liens entre les personnels des diverses stations étaient-ils plus forts que maintenant ?

Notes

- (1) Le CTIFL (Centre Technique Interprofessionnel des Fruits et Légumes) s'occupe aujourd'hui de la multiplication de ces variétés. La plupart des vergers plantés aujourd'hui en Lorraine sont issus des prospections que nous avons faites à l'époque.
- (2) Le CTIFL n'existait pas à cette époque.
- (3) Les prunes pouvant être plus grosses, plus sucrées ou perdant moins d'eau au séchage.
- (4) Mutants obtenus après traitement mutagène par l'utilisation de Cobalt 60.
- (5) Il s'agit d'une île située au milieu de la Garonne, sur le territoire de la commune de Latresne, à moins d'un kilomètre du port de Bordeaux.
- (6) Les pluies étant rares en été et les sols graveleux se desséchant alors très vite, il fallait arroser les cultures, notamment les pêchers qui réclamaient des quantités importantes d'eau.
- (7) Cette année, le domaine de la Tour de Rance a récolté 14 tonnes de mirabelles ! Le personnel du Centre ne peut suffire à les écouler entièrement ! C'est la même chose pour les pêches : Chaque jour, un camion de fruits partait du domaine pour aller sur le marché.
Le personnel du Centre se voyait offrir, à des prix plus modiques, des plateaux de fruits comportant des variétés différentes correspondant aux diverses collections. Les fruits commercialisés sur les marchés étaient forcément de la même variété et provenaient souvent des essais qui avaient été mis en place pour étudier les porte-greffes. Ces essais permettaient d'obtenir des lots importants et homogènes.
- (8) Le bassin qui a plusieurs mètres de profondeur se remplit quasiment en une saison.
- (9) Le pH des sols est presque de 8. En hiver, ils se délitent assez facilement, mais favorisent parfois les chloroses.
- (10) Le domaine est planté, sur la totalité de son pourtour, d'une double haie de peupliers qui font écran au vent dominant d'Ouest.
- (11) Les noyers qu'on trouve sur ces terres riches d'alluvions n'ont qu'une douzaine d'années seulement mais sont pourvus d'un tronc énorme.
- (12) Il y avait en plus un chef de cultures, mais celui-ci a décidé de prendre sa retraite.
- (13) Les ouvriers ont pu gagner 500 F de plus par mois que ce qu'ils gagnaient comme techniciens à l'INRA et bénéficier de semaines de congé supplémentaires, étant tenus d'encadrer le personnel durant les repas.
- (14) Certaines stations-mère n'hésitaient pas à prélever sur ces crédits des sommes parfois importantes pour acquérir du matériel de laboratoire.
- (15) Parmi lesquels figuraient Yves Mesnier du Domaine de la Tour de Rance, Martial Charpentier de l'Orfrasière, etc.
- (16) Le chantier naval se trouve à plus de deux heures de navigation du Domaine, dans le port maritime, alors que l'île d'Arçins se trouve dans la partie fluviale de la Garonne, au Sud de Bordeaux.
- (17) Ont été maintenues sur place des collections de vignes, même si beaucoup ont été replantées au domaine de Couhins.
- (18) Elle existait avant que ne soit créée l'ADAS (Association Pour le Développement des Activités Sociales) qui l'a remplacée.

Curriculum vitae sommaire

Carrière administrative à l'INRA :

- 1951 : Entrée à l'INRA (stage de 9 mois).
- 1952 : Recrutement comme agent technique puis comme agent technique principal.
- 1963 : Agent contractuel technique 2B puis 1B.
- 1985 : Ingénieur d'étude de 2ème classe.
- 1989 : Ingénieur d'étude de 1ère classe.
- 1993 : Décembre, départ à la retraite.

Affectations :

- 1951 : Station de Recherches fruitières.
- 1964 : Directeur des domaines expérimentaux INRA de la Grande Ferrade à Villeneuve-d'Ornon (33), de l'île d'Arçins à Latresne (33) et de Régis à Baitgt-de-Béarn (64).

Principales activités de recherche :

- Expérimentations variétales et porte-greffes sur fruits à noyau.
- Architecture et systèmes de conduite sur Prunus et Cerasus.
- Sélection clonale et création variétale par hybridation et mutagenèse sur les Prunes d'Ente et la mirabelle.

Autres activités :

- Membre du Conseil de Centre.
- Membre de la Commission Hygiène et Sécurité.
- Membre du Conseil d'Administration local de l'ADAS.
- Responsable de la section " retraités " de Bordeaux (1984-1994).
- Depuis 1994, responsable du Comité d'achat des produits INRA pour le personnel du Centre de Bordeaux.

